

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

Des musicien.nes de Ramallah dans le bar où iels n'ont désormais plus le droit de se produire.

PALESTINE

Palestine Music Space

«Le Palestine Music Space* (PalMS) est comme une petite bougie qui éclaire un chemin plongé dans l'obscurité, brisant les contraintes du quotidien et m'offrant un espace où relever les défis avec fierté et résilience. Car malgré tout, je reste une musicienne palestinienne, qui s'exprime et raconte sa vie à travers la musique, et qui y trouve une source d'espoir et de soutien – tout cela grâce au PalMS.» Aseel

Nadeem, 18 ans, regarde son téléphone. Il veut savoir si c'est sûr de sortir de chez lui. Plusieurs fois par semaine, des soldat·es israélien·nes passent dans son quartier, Kafr 'Aqab', pour intimider, frapper des gens. Parfois des personnes sont arrachées à leurs familles et disparaissent pour ne jamais revenir. Sur les messageries, les habitant·es s'informent quand les soldat·es arrivent et quand iels repartent. Les gens ont peur d'être arrêtés ou blessés sans aucune raison. Nadeem attend impatiemment le départ des soldat·es parce qu'il veut rejoindre ses ami·es au PalMS à Ramallah.

Quand il était plus jeune, il était très timide et n'avait pas beaucoup d'ami·es. Un jour, peu après avoir commencé la guitare, sa mère lui dit que Nasim, le prof de violon de sa soeur, travaille aussi au PalMS. Nadeem a alors 16 ans. Une semaine plus tard il s'y rend avec son ami Ghassan, qui a quitté

Gaza après avoir perdu plusieurs membres de sa famille et la maison familiale.

«Ghassan avait lui aussi commencé à apprendre la guitare à peu près au même moment, et un ami lui avait parlé de cet endroit. On y est donc allés, et c'était la première fois qu'on assistait à une jam session. C'était tellement énorme de rester assis là à écouter!

Peu de temps après, Nasim m'a dit que si on avait besoin d'aide pour monter un groupe, il pouvait nous aider, et le PalMS aussi. On était tout excités, on a dit oui, et c'est là qu'on a commencé à fréquenter le lieu et qu'on a monté notre groupe.

En grandissant j'ai petit à petit perdu ma gêne de parler à des inconnu·es. Je suis heureux d'être plus sociable, car les gens qui viennent au PalMS aiment s'entraider et s'amuser avec la musique ou en dehors. C'est une ambiance très spéciale.

C'est une bonne chose que la majorité de la population suisse ayant le droit de vote a montré, le 14 juin, qu'elle préfère la diversité à l'uniformité; que l'exclusion n'est pas une mesure appropriée pour faire face aux difficultés de notre époque. Une petite victoire contre les politiques inhumaines qui sévissent dans le monde. La lutte se poursuivra en septembre, notamment avec la grande manifestation «Pas de frontières entre nous», qui aura lieu le 26 septembre à Berne. D'ici là, nous vous souhaitons un été reposant!

Constanze Warta
pour l'équipe d'Archipel



Palestine Music Space

Ghassan et moi nous sommes encore rapprochés grâce à la guitare et à la musique. Avant, on était plus des connaissances que des amis, mais dès qu'on a tous les deux commencé à jouer, à fréquenter le PalMS et à former notre groupe, on est devenus très proches. C'est l'un de mes meilleurs amis maintenant, même en dehors de la musique, mais sans le lien musical qu'on partage, on n'aurait jamais été aussi proches, c'est sûr.

C'est vraiment horrible de se réveiller et d'apprendre que des gens sont tués ou enlevés de leurs familles à cause de l'occupation qui parcourt la Cisjordanie pour commettre toutes ces atrocités. C'est vraiment une situation de merde, surtout à Gaza. Des milliers de vies fauchées à cause de la guerre et de la violence incessante perpétrée par l'occupation, qui sème la mort et la destruction partout.

Récemment la soeur d'une des musiciennes du PalMS a été enlevée avec trois autres amies au milieu de la nuit, dans leur résidence d'étudiant-es à l'université de Birzeit. Un ami à moi était au téléphone avec elle, iels papotaient quand cinq soldat-es sont entrés dans le dortoir. Elle a raccroché tout de suite. Elles ont été interrogées, les soldat-es leur ont demandé si elles avaient des liens avec des terroristes. Mais ce sont juste des étudiantes!

Toute notre vie est contrôlée par des raids et des checkpoints². Mais écrire de la musique, en créer et s'amuser en général, ça ne s'arrête pas à un checkpoint. C'est en quelque sorte un signe de résistance parce que, bien sûr, ils peuvent contrôler la manière concrète dont tu arrives sur place mais ils ne pourront jamais contrôler ta créativité.»

Prison à ciel ouvert

Ghassan habite tout près de l'ancien site du PalMS, dans la vieille ville de Ramallah.

«Contrairement à d'autres musicien-nés qui viennent de Jérusalem, Jaffa ou Hébron, ce n'était pas difficile pour moi de m'y rendre, à moins que les soldat-es de l'IAF³ ne mènent des raids dans les rues de Ramallah. Dans ce cas, je n'y allais pas par crainte d'être attaqué, ou de voir des ami-es ou d'autres gens se faire attaquer.

Avant de découvrir le PalMS, je n'avais que 4 ou 5 connaissances qui jouaient d'un instrument, mais iels ne connaissaient pas grand-chose à la musique en dehors de ce qu'enseignaient les profs de musique classique dans les écoles de musique locales. Grâce au PalMS, j'ai rencontré une nouvelle communauté, des gens qui avaient le même objectif que moi et qui ont eu la générosité de m'aider et de me faire profiter de leur expérience. J'ai rencontré deux jeunes musiciens comme moi, Yazan et Ahmad, et avec Nadeem, que je connaissais déjà, nous avons monté notre groupe Laffeh. Avec Jenelle, que nous avons rencontrée ici, nous avons composé notre première chanson, Shubbak.

Sans le PalMS et les nouveaux contacts musicaux que j'ai noués, je n'aurais jamais



Les jeunes musiciennes du groupe palestinien Bala 3inwan, Yara, Ghina, Malak, Hanin, unies par la passion pour la musique.

pu atteindre mon niveau actuel, ni jouer tous ces concerts, ni avoir accès aux connaissances et à l'opportunité d'apprendre et de me perfectionner.

Ce que nous traversons rend l'art qui émane du PalMS accessible à tout être humain vivant une situation similaire. La plupart des groupes écrivent sur des émotions et réflexions liées à l'occupation, car c'est la seule chose à laquelle ils nous permettent de penser. Et c'est la musique qui nous permet de nous sentir libres dans cette prison à ciel ouvert.

Notre société est majoritairement conservatrice, surtout ici à Ramallah et dans les villes et villages autour. Nos débuts n'ont donc pas été faciles mais, avec le temps, de plus en plus de gens nous ont acceptés et voient la valeur de ce projet.»

Lumière au milieu des ténèbres

Aseel est dans le bus. Il est encore tôt. Elle attend devant une barrière fermée. Impatiente, elle observe chaque mouvement des soldat-es dehors, espérant que la porte s'ouvrira et que l'un d'entre eux va faire signe au bus d'avancer. Depuis Jérusalem, elle a au moins trois changements en transport public pour arriver au PalMS. Quand tout va bien, ça prend une heure.

«Mais avec les crises aux checkpoints, les choses deviennent beaucoup plus difficiles. Il y a environ cinq checkpoints sur le chemin – ça fait beaucoup d'attente et d'énergie perdue. Souvent, les soldat-es ferment soudainement un checkpoint, ça crée des embouteillages et je dois trouver un autre itinéraire, ce qui multiplie le temps de trajet – parfois deux, trois, quatre heures, juste pour une répétition.

Ces obstacles font de la participation un défi quotidien, mais ils renforcent aussi la valeur du PalMS à mes yeux, car c'est un lieu qui vaut tous ces efforts et qui me procure un

sentiment de liberté et d'appartenance. J'y vais deux à trois jours par semaine.

Avant, il n'y avait aucun lieu qui nous permettait de nous réunir facilement, et la plupart des musicien-nés travaillaient seul-e ou dans un cercle très restreint. Nous nous croisions parfois par hasard lors de concerts ou d'événements, mais il n'existait aucune structure organisée pour nous mettre en contact et collaborer. Grâce au PalMS, on peut se rencontrer naturellement, échanger des idées et travailler ensemble. De nombreux/ses musicien-nés talentueux/ses viennent soutenir les jeunes, et ces échanges contribuent beaucoup à notre développement musical.

Ici, je peux exprimer toutes les pressions et les émotions que je porte en moi. Même quand je me sens enfermée et confrontée à des circonstances difficiles, ce projet m'apporte le courage d'y faire face. Cette passion qui vibre en moi renforce ma détermination à surmonter les distances et les obstacles, et transforme mes émotions en musique qui porte en elle un message de force et de persévérance.

Au PalMS, j'ai rencontré des musicien-nés d'horizons divers, et nous sommes devenu-es ami-es tant dans la musique que dans la vie. Ces amitiés m'ont apporté un soutien psychologique et artistique et ont ouvert la porte de projets communs, de concerts et même d'enregistrements que je n'aurais jamais imaginés. Les liens artistiques qui se tissent ici ne sont pas seulement des collaborations, mais une famille musicale. Je me sens chez moi.

Lorsque je rencontre des musicien-nés qui vivent les mêmes conditions que moi, j'ai le sentiment que nous nous comprenons naturellement, sans avoir besoin de beaucoup d'explications. Ça me donne confiance et rend la musique que nous créons ensemble plus authentique et plus profonde.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Juillet/Août 2026 - Nr. 360 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

Si je n'avais pas ces amitiés et ces liens musicaux, la vie serait beaucoup plus difficile. Je me sentirais seule face à toutes ces pressions, et j'aurais peut-être perdu la motivation de continuer. Mais leur présence me montre que je ne suis pas seule, qu'ensemble nous pouvons relever les défis grâce à la musique.

Bien sûr, il y a des gens qui n'acceptent pas ce qu'on fait, surtout dans les circonstances actuelles. Iels trouvent que la musique n'est pas un moyen d'expression approprié. Iels la voient comme un divertissement, pas comme un vecteur de sens. Mais en général le PalMS est bien accueilli, car il aide véritablement notre génération à s'exprimer librement et lui offre un environnement sûr, propice à l'expérimentation et à la créativité.

Pour moi, cet espace est un véritable paradis pour les jeunes, iels y trouvent un lieu pour s'exprimer, recevoir de l'aide et les ressources nécessaires – le tout gratuitement.

La beauté de l'expérience est sans limite. Comme son nom l'indique, le PalMS est un espace, il ouvre des portes vers la lumière au milieu des ténèbres, prouvant que la créativité ne connaît pas de frontières et que les jeunes sont capables de transformer leurs émotions en une musique qui vibre de vie.»

Asafir – des ailes pour chanter en liberté

Lors d'un séjour en Cisjordanie début 2026, j'ai voulu rencontrer des musicien·nes sur place. Quelqu'un m'avait parlé d'un lieu où se tenaient des jam sessions deux fois par semaine. Curieux, je m'y suis rendu et j'ai trouvé des dizaines de jeunes musicien·nes à la créativité débordante, ouvert·es d'esprit, cultivant un esprit d'entraide et une dynamique de communauté remarquables. Le *Palestine Music Space*, c'était deux pièces remplies d'instruments au centre de Ramallah, ouvert toute la journée jusqu'à 21h, sans vente ou consommation commerciale. J'y suis resté toute ma dernière semaine.

Depuis 2023, le PalMS était hébergé dans des locaux de la commune de Ramallah mais, en mars 2026, cette dernière a retiré la mise à disposition du lieu. Depuis, les personnes impliquées cherchent un nouvel endroit, ce qui n'est pas évident vu la pression extrême du marché de l'immobilier à Ramallah, due à l'occupation progressive de la Cisjordanie.

Je me suis rendu compte de la profondeur de leurs liens, de l'élan émancipatoire porté par la créativité, de la beauté de leur musique et de la force qu'iels y trouvent. J'ai aussi rencontré leur grande envie de connaître et d'être connu·es par le monde au-delà des

murs et des contrôles, malgré tous les risques encourus.

Et je me rends compte que cette envie existe aussi chez nous. Face à l'impuissance que nous sommes tellement nombreux/ses à ressentir, rencontrer des gens plein de créativité, de courage et de beauté est une bouffée d'air frais. C'est l'oxygène tellement vital dont nous avons besoin pour continuer la lutte contre la violence et l'injustice.

Avec un ami, nous sommes en train de monter le projet *Asafir* («Oiseaux» en arabe), pour concrétiser des échanges réguliers avec ces jeunes musicien·nes: concerts, résidences, enregistrements, etc. N'hésitez pas à prendre contact avec moi à travers le FCE <ch@forumcivique.org>, si ça vous intéresse.

Iker

* <https://palestinemusicspace.com/>

1. Kafr 'Aqab fait partie de la zone annexée et attachée à Jérusalem après son occupation par Israël, en 1967. Mais comme le mur coupe ce quartier de Jérusalem mais pas de Ramallah, les habitant·es de Kafr 'Aqab sont plus proches de Ramallah.

2. Un checkpoint est une barrière permanente où humains et bagages sont contrôlés à chaque passage par des soldats. La durée d'un passage est imprévisible.

3. *Israel Attack Forces*: une des façons d'appeler l'armée israélienne, dont le nom officiel est *Israel Defense Forces*.

MALI

Une nation à l'épreuve de la transition et de l'insécurité

Depuis les bouleversements politiques de 2020, le pays s'enfonce dans une crise multidimensionnelle où se mêlent violences armées, restrictions des libertés, difficultés économiques et perte de confiance entre l'État et les citoyens. Malgré les incertitudes, une partie du peuple malien continue d'espérer une sortie de crise fondée sur le dialogue et la réconciliation nationale.

Depuis la prise du pouvoir par les militaires en 2020, les transitions successives, les réformes institutionnelles et la dégradation continue de la situation sécuritaire alimentent les inquiétudes d'une population en quête de stabilité, de justice et d'espoir.

Insécurité, tensions et crise sociale

Le Mali traverse aujourd'hui l'une des périodes les plus sombres et les plus complexes de son histoire contemporaine. Depuis plusieurs années, le pays fait face à une crise multidimensionnelle mêlant insécurité grandissante, instabilité politique, difficultés économiques et profond malaise social. Cette situation plonge la population dans une inquiétude permanente et soulève de nombreuses interrogations sur l'avenir de la nation malienne. Dans les villes comme dans les campagnes, le sentiment dominant est celui de l'incertitude. Beaucoup de Malien·nes ont désormais l'impression que le pays est engagé dans une crise sans fin, où chaque solution annoncée semble ouvrir la voie à de nouveaux problèmes.

Depuis la prise du pouvoir par les militaires en août 2020, le Mali a connu une nouvelle orientation politique présentée comme une rupture avec l'ancien système. À cette époque, le régime de feu Ibrahim Boubacar Keïta¹ faisait face à une contestation populaire sans précédent. Sous sa présidence, la situation sécuritaire s'était fortement détériorée. Les attaques terroristes se multipliaient dans plusieurs régions du pays, notamment au Centre et au Nord. Les villages étaient régulièrement attaqués, des civil·es étaient massacrés, des militaires perdaient la vie presque quotidiennement et des milliers de familles étaient contraintes de fuir leur localité.

Cette insécurité généralisée avait provoqué une immense colère populaire. Beaucoup reprochaient au pouvoir son incapacité à protéger les populations et à rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. À cette crise sécuritaire s'ajoutaient des accusations de corruption, de mauvaise gouvernance et de détournements

de fonds publics. La population avait progressivement perdu confiance dans les institutions étatiques.

La junte prend le pouvoir

C'est dans ce contexte qu'est né le M5-RFP (Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques), une coalition regroupant des leaders religieux, des acteur·trices de la société civile, des opposant·es politiques et d'anciens responsables du régime. Le mouvement organisait régulièrement de grandes manifestations à Bamako afin d'exiger le départ du président. Les revendications étaient claires: pour de nombreux Malien·nes, le président devait quitter le pouvoir, car son incapacité à gérer les affaires publiques ne pouvait plus être ignorée. Le mouvement dénonçait également les difficultés économiques, la montée du chômage, l'effondrement du système éducatif ainsi que l'aggravation constante de la crise sécuritaire.

En août 2020, face à une contestation populaire qui prenait de plus en plus d'ampleur, les militaires sont intervenus pour renverser le président IBK. Beaucoup de Malien·nes avaient alors accueilli cette prise de pouvoir avec espoir, pensant qu'elle permettrait d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire du pays. Les militaires avaient promis une transition courte, destinée à remettre le Mali sur la voie de la stabilité institutionnelle et de la sécurité.

Une transition dirigée par Bah N'Da² fut mise en place afin de rassurer la communauté internationale et de montrer une volonté de retour rapide à l'ordre constitutionnel. Cependant, cette transition fut rapidement fragilisée par des tensions internes. Après seule-

ment quelques mois, Bah N'Da fut écarté du pouvoir à la suite d'un second coup d'État. Officiellement, il était question de divergences politiques et de désaccords au sommet de l'État. Mais pour une partie de l'opinion publique, cet épisode révélait surtout l'existence de luttes d'influence et de rivalités profondes au sein même du pouvoir militaire. On ignore toutefois où ces tensions se manifestaient réellement. Tout cela a été une affaire rapide et obscure, comme si l'on disait au peuple: «Circulez, il n'y a plus rien à voir.»

...au départ de la France-

À la suite de ce second coup d'État, Assimi Goïta³ s'est imposé comme l'homme fort du pays. Il promettait alors une transition de douze mois avant l'organisation d'élections. Mais, au fil du temps, cette durée fut prolongée à plusieurs reprises. Les autorités justifiaient ces reports par la nécessité de stabiliser le pays et de lutter efficacement contre le terrorisme avant toute consultation électorale.

Durant cette période, plusieurs initiatives politiques ont été lancées, notamment le Dialogue national inclusif⁴ et le Dialogue inter-malien⁵. Ces rencontres étaient censées permettre aux différentes composantes de la nation de trouver un consensus sur l'avenir du Mali. Toutefois, malgré ces initiatives, les divisions politiques et sociales sont restées profondes.

Parallèlement, le discours politique du pouvoir a connu un changement majeur. Après le second coup d'État, la question de la souveraineté nationale est devenue centrale dans la communication des autorités de transition. La France, ancien partenaire militaire privilégié du Mali, est progressivement devenue la principale cible des critiques officielles et populaires. Les autorités accusaient notamment les forces françaises de ne pas avoir réussi à mettre fin au terrorisme malgré plusieurs années de présence militaire sur le territoire malien.

Le départ des troupes françaises a été perçu par une partie importante de la population comme une victoire politique et symbolique. Beaucoup y voyaient un acte de souveraineté retrouvée. Par la suite, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)⁶ a également quitté le pays. Ces départs ont pro-

fondement modifié les équilibres sécuritaires et diplomatiques dans la région.

En parallèle, les autorités de transition ont entrepris plusieurs réformes institutionnelles majeures. Une nouvelle Constitution a été adoptée en 2023 afin de renforcer les pouvoirs du président et de redéfinir certaines institutions. En 2024, les activités des partis politiques et des associations à caractère politique ont été suspendues puis rétablies. Elles ont de nouveau été suspendues en mai 2025, car un nombre important de jeunes et de personnes âgées avaient formé une grande alliance pour réclamer le retour à l'ordre constitutionnel, accompagnées de vives critiques de la part d'une partie de la classe politique et des organisations de défense des droits humains. Plusieurs opposant·es et acteur/trices politiques favorables à un retour rapide à l'ordre constitutionnel ont dénoncé des restrictions des libertés publiques et un rétrécissement progressif de l'espace démocratique.

Sur le plan sécuritaire, malgré les discours officiels affirmant des avancées significatives, la situation demeure extrêmement préoccupante. Les attaques terroristes continuent de frapper différentes régions du pays. En septembre 2024, des attaques ont visé des installations stratégiques, notamment la gendarmerie et l'aéroport international. Ces événements ont profondément choqué l'opinion publique, car ils montraient que même des zones considérées comme fortement sécurisées restaient vulnérables.

Les événements d'avril 2026

En avril 2026, une attaque de grande ampleur contre la ville de Kati⁷, symbole du pouvoir militaire, ayant entraîné la mort du ministre de la Défense le général d'armée Sadio Camara, a renforcé les inquiétudes. Cette attaque a marqué les esprits et a suscité de nombreuses interrogations sur les capacités réelles de l'État à faire face à la menace terroriste. Pour beaucoup de Malien·nes, il devenait difficile de comprendre comment, après plusieurs années de transition militaire centrée principalement sur la sécurité, les groupes armés continuaient à mener des opérations d'une telle intensité.

Le 25 avril 2026, l'armée malienne a perdu la région de Kidal, au Nord, à la suite de combats coordonnés. Le mouvement touareg Azawad, associé au mouvement salafiste djihadiste JNIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans), a attaqué des points stratégiques, dont Kati et plusieurs bases militaires. Cette embuscade et cette alliance, venues de nulle part, ont donné un nouvel élan au groupe séparatiste pour assiéger de nouveau la région de Kidal, reprise en novembre 2023. Beaucoup de Malien·nes se sont posé une série de question: comment des combattants ont-ils pu être transportés dans des camions pour sortir de Kidal? Comment une armée qui monte en puissance a-t-elle pu être frappée de cette façon? Quelle est la responsabilité des services de renseignement?

Avec l'établissement d'un blocus autour de Bamako par des groupes armés, la situation s'est encore aggravée. Plusieurs axes routiers reliant la capitale aux régions du pays sont devenus extrêmement dangereux, voire impraticables. Cette situation a eu de lourdes conséquences économiques et sociales. Les activités commerciales ont fortement ralenti,



Carrefour

les prix des produits de première nécessité ont augmenté et les transporteurs vivent désormais dans la peur permanente des attaques.

Dans certaines zones, des camions ont été incendiés, des voyageur·euses agressé·es et des populations terrorisées. Beaucoup dénoncent l'absence de riposte suffisamment forte pour sécuriser les routes et permettre une reprise normale des échanges. Cette paralysie progressive de certains axes économiques alimente un sentiment d'abandon chez de nombreux citoyen·nes.

Dans ce climat déjà très tendu, plusieurs personnalités politiques et intellectuelles ont été accusées de complicité avec des groupes armés. Oumar Mariko, alors en exil, a notamment été accusé après avoir entrepris des démarches pour obtenir la libération de militaires détenus par des groupes terroristes. Cette affaire a provoqué un profond débat dans l'opinion publique et a renforcé les divisions politiques. Plusieurs cas d'enlèvements, d'arrestations et de disparitions visant des figures politiques et des acteur/trices de la société civile ont accentué le climat de peur. Moun-taga Tall, ainsi que son fils Cheick Mamadou Tall, Baba Diawara, Moussa Djiré ainsi que d'autres personnalités, ont été cités dans plusieurs affaires ayant suscité de nombreuses réactions. Pour beaucoup d'observateur/trices, ces événements traduisent une montée des tensions politiques et une méfiance générali-

La SOLIKARTE

Faire don de ses points Cumulus pour aider les personnes en détresse

Jamais faire un don n'a été aussi simple et aussi efficace: depuis plus de 17 ans, le collectif bénévole Solikarte collecte les points Cumulus du grand distributeur suisse Migros. Principalement pour soutenir des requérant·es d'asile débouté·es, qui doivent vivre pendant une longue période de l'aide d'urgence. Voir la carte postale jointe dans ce numéro pour les abonné·es en Suisse. Merci de participer!
Le Solikarte – Kollektiv <www.solikarte.ch>



Jaune, 2022. Dramane Bamana. Œuvre réalisée à partir de bandes de plastique

sée entre les différents acteurs/trices de la vie publique. Depuis l'attaque du 25 avril 2026, les enlèvements à Bamako se poursuivent et sont devenus monnaie courante. Tous ceux et celles qui soutiennent l'idée d'un retour à l'ordre constitutionnel sont devenus des cibles prioritaires et sont traqués comme des bêtes sauvages par les autorités de la transition. Au moment de l'écriture de cet article,

RAPPORT ANNUEL 2025

Si vous souhaitez en savoir plus sur les activités du Forum Civique Européen, vous pouvez nous commander le rapport annuel 2025, accompagné des comptes annuels et du bilan. Ce document de 40 pages, illustré de nombreuses photos, est structuré selon les domaines d'action dans lesquels nous sommes engagés: Guerre en Ukraine, Migration et exploitation, Exode et exil, Proche-Orient, Bases de vie & autonomie, ainsi que Protection contre l'arbitraire et la répression. À commander auprès du Forum Civique Européen, Case postale, CH-4001 Bâle, ou ch@forumcivique.org.

Échos des Afriques - Le Mali au carrefour des influences.

Dans le cadre de l'émission «Échos des Afriques» diffusée sur Radio Zinzine et animée par Alassane Dicko, membre historique d'Afrique-Europe-Interact et Max Dautel, membre du Forum Civique Européen, cette série en six épisodes retrace la longue et complexe histoire socio-politique du territoire devenu depuis les années 1960 l'État du Mali. Cette série suit un fil historique. Nous vous proposons de la découvrir aux liens suivants:

1^{re} émission: de la conférence de Berlin à la constitution de l'État du Mali (1884-1960)
<https://radiozinzine.org/emissions/EDA/2025/EDA20251110-Mali1.mp3>

2^{de} émission: de 1960 à 2009: De Modibo Keita à ATT en passant par la révolte populaire (8 Mars 1991), la transition et son nouveau démocratique.
<https://radiozinzine.org/emissions/EDA/2025/EDA20251215-Mali2.mp3>

3^{de} émission: de 2008 à 2010: il est fait sujet des effets, impacts et conséquences de la gouvernance ATT qui débouchent, dans l'ensemble, sur les revendications sociales et politiques et particulièrement par des successions de «rébellions» Touaregs.
<https://radiozinzine.org/emissions/EDA/2026/EDA20260119-3-Mali.mp3>

4^{de} émission: de 2010 à 2013: Des mobilités de groupes terroristes algériens en passant par la crise libyenne affectant le Nord du Mali, les interventions étrangères (Serval, Minusma, Barkhane) à l'expansion des groupes djihadistes qui menacent la stabilité et la cohésion sociale.
<https://radiozinzine.org/emissions/EDA/2026/EDA20260209-4-Mali.mp3>

5^{de} émission: dans ce 5^e volet, nous verrons comment la Russie s'est progressivement installée comme un acteur d'influence prioritaire.
<https://radiozinzine.org/emissions/EDA/2026/EDA20260330-5-Mali.mp3>

6^{de} émission: de 2022 jusqu'à notre plus proche actualité... un territoire fractionné influencé par les conflits majeurs de notre époque et l'épicentre des tensions dans le Sahel.
<https://radiozinzine.org/emissions/EDA/2026/EDA20260601-6-Mali.mp3>

la dernière personne à avoir été victime de cette pratique ignoble et terrifiante est Ibrahim Tamega, qui fait partie des critiques de la transition. Son enlèvement remonte au dimanche 24 mai 2026.

On peut dire avec certitude que les droits fondamentaux rétrécissent comme peau de chagrin au Mali. Cette mévolution est présentée sous un drapeau révolutionnaire pour tenter de convaincre le peuple. Elle vise aussi à semer la psychose au sein d'une population en pleine déroute.

Aujourd'hui, Bamako apparaît comme une capitale sous pression, marquée par l'incertitude, l'angoisse et l'absence de perspectives claires. Une partie importante de la population estime que les autorités de transition semblent davantage préoccupées par leurs alliances internationales, notamment avec la Russie, que par les préoccupations quotidiennes des Maliens. La présence croissante de partenaires russes dans les domaines militaire et sécuritaire suscite des débats passionnés au sein de l'opinion publique. Cette présence suscite l'enthousiasme à Bamako. Les éléments russes sont présentés comme de puissants chevaliers capables de couper la tête de l'hydre des djihadistes. Cependant, ils inspirent la crainte dans d'autres régions, leur brutalité sur le terrain étant souvent associée à leur réputation.

Dans les rues, les discussions tournent souvent autour de la peur de l'avenir, de la montée du coût de la vie, du chômage des jeunes et de la dégradation continue de la situation sécuritaire. Beaucoup de citoyens se sentent fatigués par des années de crise et ont le sentiment que le pays peine à trouver une véritable voie de sortie.

Le Mali se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire. Entre insécurité persistante, tensions politiques, difficultés économiques et perte progressive de confiance entre gouvernant·es et gouverné·es, l'avenir du pays demeure profondément incertain. Pourtant, malgré les difficultés, une grande partie du peuple malien continue d'espérer une sor-

tie de crise fondée sur le dialogue, la justice, la réconciliation nationale et le rétablissement de la confiance entre l'État et les citoyens.

Car, au-delà des discours politiques et des rivalités de pouvoir, l'avenir du Mali dépendra avant tout de sa capacité à reconstruire une unité nationale solide, à restaurer l'autorité de l'État dans le respect des libertés fondamentales et à redonner espoir à une population éprouvée par des années de souffrance et d'instabilité.

Amara Nouhoum Keita
Bamako

1. Ancien président du Mali du 4 septembre 2013 au 18 août 2020. Il est décédé le 16 janvier 2022.
2. Président de la Transition de septembre 2020 à mai 2021.
3. Président de la Transition en fonction depuis le 24 mai 2021.
4. Le Dialogue national inclusif visait à trouver des solutions endogènes à toutes les crises que traversait le Mali. Dès le début, un grand nombre de personnes ont senti le danger, tandis que d'autres y voyaient un moyen pour les autorités de la Transition de se maintenir au pouvoir par des procédés jugés rusés. En effet, la recommandation phare était de prolonger la Transition et de donner au général Assimi Goïta la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle, ainsi que de mettre fin à l'Accord d'Alger sans proposer d'alternative.
5. Lors du Dialogue inter-malien, plus de 302 recommandations ont été formulées. Cependant, celles qui ont suscité le plus de débats et retenu davantage l'attention de l'opinion publique sont les suivantes:
 - Prolongation de la transition de deux à cinq ans, jusqu'à la stabilisation du pays, afin de permettre aux autorités de consolider la sécurité, de poursuivre les réformes institutionnelles et de créer les conditions d'élections jugées apaisées et crédibles.
 - Encouragement de la candidature de Assimi Goïta à une future élection présidentielle, en raison du soutien exprimé par certains participant·es qui estiment qu'il incarne la continuité des réformes engagées et la défense de la souveraineté nationale.
 - Élévation de plusieurs responsables militaires au grade de général, en reconnaissance de leur rôle dans la lutte contre l'insécurité et de leur contribution aux efforts de défense et de stabilisation du pays.
 - Suppression du financement public des partis politiques, une mesure justifiée par la volonté de réduire les dépenses de l'État, d'améliorer la gouvernance publique et de répondre aux critiques portant sur l'efficacité du système partisan actuel.
6. La MINUSMA a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril 2013 pour soutenir les processus politiques au Mali et mener à bien plusieurs tâches liées à la sécurité. Elle a fermé le 31 décembre 2023.
7. Kati s'étend sur la partie nord-ouest de l'agglomération de Bamako et se présente comme une ville-garnison aux portes de la capitale malienne.

Une opposition croissante contre les centres de rétention de l'ICE

Le gouvernement Trump souhaite transformer, à l'échelle nationale, des entrepôts en centres de rétention pour migrant·es afin de renforcer le dispositif d'expulsion. Mais dans de nombreux endroits, les habitant·es s'y opposent – et ce, avec un succès croissant¹. Reportage sur place.

L'entrepôt est situé un peu à l'écart de l'autoroute 46, dans une zone boisée. Une petite route y mène: deux virages, puis on aperçoit le bâtiment blanc qui s'étend sur des centaines de mètres. Mais avant même de pouvoir s'approcher, une voiture sort du parking et vient à notre rencontre; il s'agit manifestement du service de sécurité. L'homme au volant nous fait comprendre par des gestes de la main que nous n'avons rien à faire ici. «*Private property*», crie-t-il à plusieurs reprises par la fenêtre ouverte en montrant un panneau indiquant: propriété privée, accès interdit.

Sauf que ce bâtiment n'est justement pas une propriété privée. L'entrepôt situé à la périphérie de Roxbury, dans le New Jersey, appartient à l'État.

En février, le ministère américain de la Sécurité intérieure a versé 129 millions de dollars au promoteur immobilier Dalfen Industrial, qui était jusqu'alors propriétaire du bâtiment en association avec la banque d'investissement Goldman Sachs. L'agence chargée des expulsions, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), qui dépend du ministère, prévoit désormais d'y installer un centre de détention pour les migrant·es interpellés et arrêtés sans titre de séjour. Jusqu'à 1500 personnes devraient y être détenues simultanément à l'avenir, avant d'être transférées vers un autre centre de détention, puis finalement expulsées.

Comme Prime, mais avec des êtres humains

Le centre de détention du New Jersey s'inscrit dans le cadre d'une opération de plus grande envergure: le gouvernement de Donald Trump renforce son dispositif d'expulsion dans plusieurs régions du pays. L'ICE a déjà acheté au moins onze entrepôts, pour environ un milliard de dollars. Certaines de ces installations sont destinées à accueillir plus de 10.000 détenu·es, soit deux fois plus que la population carcérale actuelle de la plus grande prison du pays. Au total, environ 80.000 nouvelles places devraient voir le jour; l'ICE dispose de 37 milliards supplémentaires à cette fin. «*Nous devons gérer cela comme une entreprise*», a déclaré l'année dernière Todd Lyons, directeur de l'ICE. Le site de vente en ligne Amazon Prime servirait de modèle en matière d'efficacité et de rapidité. «*Comme Prime, mais avec des êtres humains*», voilà comment le processus d'expulsion devrait se dérouler à l'avenir, selon M. Lyons. La misanthropie n'est même pas dissimulée dans le langage utilisé.

L'extension des centres de détention n'a d'ailleurs pas grand-chose à voir avec l'État de droit. L'acquisition des bâtiments se fait sans consultation du Congrès américain, des parlements régionaux ni des autorités locales.

On se demande pourquoi le ministère de la Sécurité intérieure paie des sommes bien supérieures à la valeur du marché. L'ICE ne semble pas non plus se soucier de savoir si les sites envisagés disposent d'infrastructures d'approvisionnement adéquates. Les experts mettent en garde contre une surcharge des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de transport, en particulier dans les régions rurales. D'une certaine manière, la mention de «*propriété privée*» à Roxbury s'avère donc pertinente: l'État agit comme une entreprise qui cherche à échapper à toute surveillance par des manœuvres détournées. À l'abri des regards du public, un réseau de camps de détention est en train de voir le jour.

Dans de nombreux endroits, la population insiste toutefois pour avoir son mot à dire. C'est notamment le cas dans le New Jersey, où un mouvement de protestation contre le camp de Roxbury s'est récemment formé.

Une foule hétéroclite lors des manifestations

Un mardi matin de la mi-mai, une centaine de personnes se sont rassemblées devant un palais de justice à Newark, la plus grande ville de l'État, pour manifester. Beaucoup brandissaient des pancartes faites maison portant des slogans tels que «*Abolissons l'ICE*» ou «*Non aux camps de concentration*». C'était un mélange hétéroclite de personnes, jeunes et moins jeunes, des syndicalistes côtoyant des défenseur·euses de l'environnement et des militant·es autochtones.

La manifestation était organisée à l'occasion d'une audience judiciaire qui devait se tenir quelques heures plus tard. L'État du New Jersey et la commune de Roxbury ont en effet intenté une action en justice contre le ministère de la Sécurité intérieure. Iels invoquent la loi nationale sur la protection de l'environnement (*National Environmental Protection Act*), une loi pionnière de 1970 selon laquelle les projets de construction de cette envergure ne peuvent être menés à bien sans études d'impact environnemental préalables.

L'une des premières oratrices de la manifestation est Ann Mauro, une femme de 59 ans à la peau pâle, aux cheveux roux et vêtue d'une robe grise. Il faut certes tenir compte des conséquences pour la nature, dit-elle, mais le problème est bien plus vaste. «*L'ICE a clairement indiqué qui elle vise, et ce ne sont pas des gens qui me ressemblent*», s'est exclamée Mme Mauro. «*Nous avons le devoir de nous y opposer*».

Mauro vit à Roxbury et, comme tous les autres habitant·es, elle a appris les projets du gouvernement par un article de journal en décembre. L'article citait Roxbury parmi les 23 sites que l'ICE envisageait de transformer en

centres de détention. En l'espace de quelques jours, plusieurs riverain·es se sont mobilisés·es, raconte Mauro. Des associations régionales ont été contactées, des manifestations organisées, des pétitions en ligne lancées. Aujourd'hui encore, les riverain·es affluent à chaque réunion du conseil municipal pour faire part de leurs inquiétudes. La présence permanente de l'ICE instaure un climat de peur, met en garde Mauro. «*Je n'entre dans aucun magasin ni restaurant s'il y a des agents de l'ICE*».

Le plus petit dénominateur commun

Roxbury n'est pas le genre d'endroit où l'on s'attend à une résistance progressiste. 57 % des électeur·trices sont inscrits au Parti républicain. Au sein du conseil municipal, composé de sept membres, il n'y a pas un seul démocrate. En réalité, pour la plupart des responsables politiques locaux, ce n'est pas l'orientation politique qui est critiquable, mais la pression exercée sur les infrastructures. Lorsque le conseil municipal a réagi en février à la pression de la population et adopté une résolution contre le projet, les raisons invoquées étaient le manque de transparence, la pénurie d'eau potable et les capacités limitées en matière d'assainissement. Ce point de vue n'est pas rare non plus parmi les riverain·es. L'ICE fait en fait du bon travail, disent certains, mais pas ici, s'il vous plaît.

Quand Mauro entend ce genre de propos, elle essaie de les contrer avec des arguments. Elle souligne alors que presque tout le monde aux États-Unis a une histoire d'immigration et cite des statistiques montrant que les migrant·es commettent relativement peu d'infractions pénales. «*J'ai sans doute réussi à faire changer d'avis quelques personnes grâce à cela*».

Lors du rassemblement devant le palais de justice, l'opposition à l'ICE est le dénominateur commun. Les gens viennent d'horizons politiques variés; une sorte de coalition arc-en-ciel de gauche libérale s'est formée ici. Des syndicalistes côtoient des écologistes et des militant·es autochtones. Dans un coin, trois personnes âgées, militantes au sein de l'organisation progressiste *Indivisible*². Dans un autre coin, un petit groupe de socialistes. Au milieu, William Angus s'affaire, vêtu d'un gilet de sécurité jaune et brandissant un grand drapeau américain.

Âgé de 55 ans, Angus est le fondateur de la *No ICE North Jersey Alliance*, nom donné à la coalition opposée au centre de rétention de Roxbury. Il a pris un jour de congé spécialement pour cette manifestation. «*Me battre contre le gouvernement, ça ne figurait sur aucune de mes cartes de bingo pour 2026*»³, déclare Angus. Mais Roxbury, où il a longtemps vécu, lui tient tout simplement à cœur. Et les «*camps de concentration*» n'ont pas leur place aux États-Unis.

Des conditions mortelles pour les migrant·es

Alors que certains manifestant·es invoquent un argument patriotique contre l'ICE, d'autres soulignent la continuité de la politique anti-immigration américaine. «*Notre combat dure depuis des décennies*», déclare Li Adorno, originaire du Mexique, qui milite pour les droits des migrant·es au sein du groupe *Movimiento Cosecha*⁴. Le camp de

Roxbury serait déjà le troisième dans le New Jersey, précise cet homme de 32 ans.

Le système migratoire américain repose depuis longtemps sur le cloisonnement et l'exploitation. Les ouvrier·es agricoles, les aides-soignant·es et les cuisinier·es sans papiers font tourner l'économie – tout en ayant à tout moment un pied en prison. La frontière avec le Mexique a été de plus en plus fermée au cours des dernières décennies, entraînant la mort de milliers de personnes qui tentaient de migrer. Les deux grands partis sont responsables de ce statu quo.

Depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, la fureur nativiste s'est déchaînée. Les effectifs de l'ICE sont passés d'environ 10.000 à plus de 22.000, notamment grâce à un assouplissement des normes de formation. Environ 1000 personnes sont actuellement arrêtées en moyenne chaque jour. L'objectif fixé par la hiérarchie est de 3000. Selon une nouvelle étude de la *Brookings Institution*, plus de 100.000 enfants ont été séparés de leurs parents depuis l'entrée en fonction de Trump. Les migrant·es sont particulièrement menacé·es dans les régions dirigées par les Républicains. Le nombre d'accords de coopération entre l'ICE et les services de police locaux est passé de 135 à plus de 1800 depuis janvier 2025.

Dans les camps de l'ICE déjà existants, les soins médicaux sont souvent si déplorables que les maladies se propagent. Depuis janvier 2025, au moins 46 migrant·es sont décédé·es en détention. Les rapports faisant état de violations des droits humains, y compris d'abus sexuels, sont innombrables. Il faut s'attendre à ce que les conditions sanitaires dans les entrepôts soient au moins aussi désastreuses.

«On a gagné!» – pour l'instant

Une chose donne toutefois de l'espoir: l'expansion d'ICE se heurte à une résistance. Et

dans certains endroits, celle-ci porte déjà ses fruits. À Kansas City, par exemple, la plus grande ville du Missouri, l'entreprise *Platform Ventures* a réagi à la pression locale et a décidé de ne pas vendre un de ses entrepôts à ICE. Dans le comté de Hanover (Virginie) également, l'opposition publique a poussé le groupe canadien *Jim Pattison Developments* à renoncer à un accord envisagé avec ICE. Dans ce cas précis, le fait qu'une campagne de boycott contre l'entreprise se soit formée au Canada a joué un rôle déterminant.

Dans la petite ville de Byhalia, dans le Mississippi, c'est en revanche le gouvernement lui-même qui a retiré son projet à la suite de manifestations. Là, le sénateur républicain américain s'était adressé dans une lettre à la ministre de la Sécurité intérieure Kristi Noem, désormais démissionnaire, en l'avertissant que le village serait dépassé par un centre de détention. Mais même là où les achats ont déjà été finalisés, les gens ne baissent pas les bras. En Géorgie, le directeur municipal de Social Circle, une localité de 5000 habitant·es, a coupé l'alimentation en eau d'un entrepôt après avoir appris que l'ICE comptait en faire un camp pouvant accueillir plus de 10.000 détenu·es.

Les mouvements locaux sont liés entre eux, explique David Broderick. Cet avocat à la retraite fait partie depuis un an de la coalition anti-ICE du New Jersey. Selon lui, des centaines de militant·es de tout le pays restent en contact via des groupes de discussion sur Signal. La bataille juridique contre le centre de détention de Roxbury est elle aussi le fruit d'un réseau supra régional. Le bureau du procureur général du New Jersey s'est inspiré, pour son action en justice, d'une affaire similaire dans le Maryland, où un tribunal a contraint en avril le gouvernement à mener une étude sur les éventuelles conséquences environnementales d'un centre de détention de l'ICE.

C'est Broderick qui, peu avant midi, prend le micro devant le tribunal de Newark et annonce une surprise: l'audience prévue est annulée, car le gouvernement Trump accepte la demande d'une étude d'impact environnemental. «*Nous avons gagné*», s'exclame-t-il sous les acclamations des manifestant·es. Mais cette joie n'est-elle pas prématurée? Le projet est retardé d'au moins plusieurs mois, précise Broderick plus tard. Il espère que l'étude aboutira à exclure définitivement la création d'un centre de détention.

Dans ce cas, l'ICE serait au moins vaincu à Roxbury.

Lukas Hermsmeier*

* Lukas Hermsmeier, qui nous a aimablement autorisé·es à publier son article, vit à New York depuis 2014 où il travaille comme journaliste indépendant pour divers médias tels que *Die Zeit* (Allemagne), l'hebdomadaire *WOZ* (Suisse) et *The New York Times* (États-Unis). Il s'intéresse principalement à la politique américaine, aux mouvements sociaux et aux syndicats. Son livre *Uprising - Amerikas neue Linke* (Soulèvement - La nouvelle gauche américaine) a paru en 2022 aux éditions Klett-Cotta. Cet article a été publié sous le titre «*Migrationspolitik in den USA: Nester des Widerstands*» (Politique migratoire aux États-Unis: des foyers de résistance) dans la *WOZ*, n°22, le 28 mai 2026.

1. Voir aussi «*USA / MINNEAPOLIS: Auto-défense populaire contre ICE*» de Margaret Killjoy, avril 2026, *Archipel* 357.
2. Leur moto «*Nous nous mobilisons contre ce régime, véritable cirque fasciste, de la seule manière qui fonctionne vraiment: grâce à des communautés de citoyen·nes engagé·es sur le terrain, animées par des bénévoles.*» <<https://indivisible.org/>>.
3. C'est une façon de dire qu'un événement ou une situation ne figurait pas sur la liste de ce à quoi quelqu'un·e s'attendait. L'expression a commencé à se répandre sur internet pendant la pandémie.
4. Un réseau composé de responsables de la communauté immigrée, de familles et de travailleur·euses qui mènent des campagnes locales et nationales. Partout dans le pays, iels organisent leurs communautés pour les mobiliser dans la rue et lutter pour une protection permanente pour tous les immigré·es sans papiers. <<https://www.lahuelga.com/#landing>>.

Ce centre ne sert pas à stocker des marchandises d'Amazon Prime. Il est destiné à accueillir des personnes en attente de leur expulsion. Heureusement, une large vague de résistance s'élève dans presque toutes les couches de la société américaine contre les projets inhumains de Trump et de son ICE à Roxbury, dans le New Jersey. Photo: James Hooker



Jean Ziegler 1934–2026

Au cours des dernières décennies, rares sont les intellectuel·les de l'espace germanophone qui aient revêtu une importance aussi grande que Jean Ziegler pour les mouvements sociaux, les syndicats, les étudiant·es, les défenseur·euses du climat et les militant·es des droits humains.

Né en 1934 à Thoune, en Suisse, Ziegler est devenu sociologue et fonctionnaire de l'ONU. Député genevois au Conseil national pour le Parti socialiste, il avait acquis une renommée mondiale grâce à ses nombreux ouvrages. Pendant plusieurs décennies, il s'est engagé en faveur de ceux que Frantz Fanon appelait les «*damnés de la terre*». D'abord en tant que rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, puis en tant que vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, il a lutté contre la faim et l'oppression, pour les droits humains et la paix. Il s'est opposé aux banques suisses et a soutenu, dès les années 1950, les mouvements de libération dans les pays du Sud.

Au cours d'innombrables débats, émissions de télévision et de radio, Jean Ziegler a rapporté les paroles que lui avait adressées autrefois Che Guevara, dont il avait été le chauffeur à Genève en 1964: «*Comandante, je veux partir avec vous*», avait déclaré le jeune Ziegler, avant de se voir infliger sans ménagement un refus catégorique par le Che. C'était ici, au cœur de la bête, qu'il devait se battre, et non dans des lieux et dans des conditions pour lesquels il n'était en aucun cas fait. Chacun·e, selon le credo du *Comandante*, devait se battre là où iel se trouvait. Ziegler n'a cessé de souligner à quel point il était déçu et vexé à l'époque – mais l'invitation du Che lui a ouvert un immense champ d'action. Ziegler s'est engagé sur la voie de ce qu'il appelait «*l'intégration subversive*» au sein des institutions et a travaillé pendant de nombreuses années pour l'ONU. En tant que rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, il a établi de nouvelles normes. Sa phrase est célèbre et souvent citée: «*Un enfant qui meurt de faim est assassiné.*»

Sociologue depuis des décennies

Son travail de sociologue, mené pendant des décennies, a porté sur de nombreux domaines. Il s'est ainsi engagé pour que les richesses volées par les dictateurs du Sud et placées dans les banques suisses soient restituées – par exemple les milliards de Mobutu, le dictateur congolais de longue date. Dans les années 1990, Ziegler s'est battu pour que les proches des victimes de la Shoah puissent avoir accès aux comptes bancaires dits «*en déshérence*» en Suisse. Sous une pression massive, les banques suisses ont dû conclure un accord avec les descendant·es des Juif·ves assassiné·es et leur verser 1,2 milliard de dollars. L'ouvrage sans doute le plus célèbre de Ziegler, *La Suisse, l'or et les morts*, y a largement contribué.

Jean Ziegler s'est toujours intéressé à la question de l'incarnation d'une idée de résistance politique. Ce ne sont pas les fantasmes et les utopies qui l'intéressaient, mais plutôt ce qui pouvait être mis en œuvre pour changer la réalité et dans quelles conditions une idée devient une force matérielle. Dans des ouvrages tels que *Où est l'espoir* ou *Change le monde: il en a besoin!*, il a approfondi ces questions.

Lié au Congo

Jean Ziegler a toujours envisagé l'action politique à l'échelle mondiale. Dès le début de sa carrière, il a entretenu des liens étroits avec le continent africain, et plus particulièrement avec le Congo. Il a consacré des études sociologiques approfondies à Patrice Lumumba, héros de la liberté congolaise et premier Premier ministre du pays. Le seul roman de Ziegler, *L'or du Maniema*, traite des luttes pour l'indépendance au Congo dans les années 1960. Ziegler y retrace la période qu'il

a lui-même passée sur place en tant que jeune collaborateur de l'ONU.

Bertolt Brecht a dit un jour qu'un livre pouvait être une arme. Ziegler a toujours considéré ses livres comme une arme au service de la prise de conscience collective, condition préalable à toute transformation réelle et concrète de notre société. L'expérience de Ziegler lui a appris qu'il ne suffit pas d'agir à un seul niveau: les actions de la société civile doivent se compléter de manière productive avec le travail au sein des institutions. Quiconque a entendu Jean Ziegler s'exprimer a retenu une autre phrase. Se référant à son mentor Jean-Paul Sartre, Ziegler disait souvent: «*Celui qui aime les hommes doit haïr très fort ce qui les opprime.*» Il dit bien «*ce*», remarquez bien. Car c'est la violence structurelle de notre ordre mondial qu'il faut combattre.

Il va trop loin, mais ne se trompe jamais

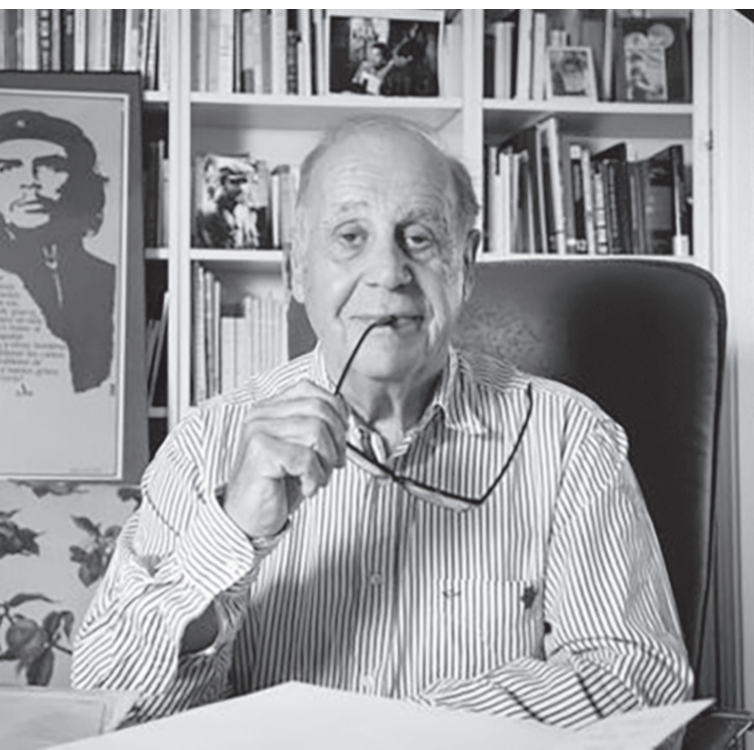
«*Jean Ziegler va souvent trop loin, mais ne se trompe jamais*», affirment ses détracteurs. On a également maintes fois prétendu que Ziegler aurait cherché à s'enrichir personnellement grâce à ses actions – mais c'est tout le contraire: sa critique du capitalisme lui a valu des dizaines de poursuites judiciaires qui l'ont conduit au bord de la ruine financière. À chacune de nos conversations téléphoniques, Ziegler me rappelait d'utiliser mes privilèges pour le bien des autres. Car seul le hasard de la naissance nous sépare des millions de victimes de «*l'ordre mondial cannibale*», comme l'appelait Ziegler. La lutte commune pour la justice, selon Ziegler, est ce qui donne véritablement un sens à la vie.

Au cours des dernières semaines, nos conversations téléphoniques, qui étaient auparavant une routine hebdomadaire, se sont espacées. Lors de ma dernière visite, il ne parlait presque plus. Mercredi, Jean Ziegler est décédé à Genève, à l'âge de 93 ans. Son engagement infatigable, son immense créativité, sa force d'analyse, sa fine ironie et, surtout, sa nature chaleureuse, joyeuse et pleine d'humour ont été pour moi, comme pour d'innombrables autres personnes, une source irremplaçable de motivation et d'inspiration.

Adieu, Jean, tu vas nous manquer!

Alexander Behr*

* Alexander Behr, membre du Forum Civique Européen, est politologue et journaliste à Vienne. Il a collaboré pendant de nombreuses années avec Jean Ziegler, notamment dans le cadre de missions menées par l'organisation humanitaire et de défense des droits humains *Medico International*, ainsi que de nombreux projets de publication.



UN COMPAGNON DE ROUTE

Jean Ziegler a été pour nous un compagnon de route important; nous nous sommes souvent retrouvé·es engagé·es ensemble pour un monde plus juste. Lors de nos rencontres personnelles, il se montrait extrêmement chaleureux et toujours à l'écoute de nos préoccupations. Il était toujours le premier à signer nos nombreux appels, par exemple en faveur d'une politique d'asile ouverte.

Nos liens remontent à la «*Action places gratuites pour les réfugiés du Chili*» lancée après le coup d'État militaire de 1973.

À l'époque jeune conseiller national, il était à l'aéroport de Genève lorsque les cinq premiers Chiliens et Chiliennes ont atterri en Suisse, pour les accueillir contre la volonté du Conseil fédéral. Il s'agissait d'empêcher le refoulement de ces personnes persécutées – et nous y sommes parvenu·es. Tout au long de sa vie, Jean a été quelqu'un sur qui «*les damné·es de la Terre*» pouvaient compter. Nous nous souvenons de sa chaleur humaine, de son goût pour la discussion et de sa sincérité. *Compañero Jean, presente!*

Au nom du Forum Civique Européen
Michael Rössler